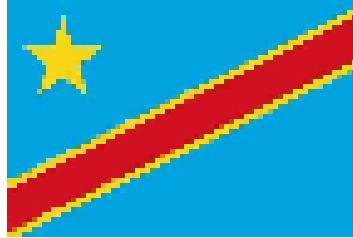


REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

GROUPE NATIONAL DE TRAVAIL INTERINSTITUTION SUR L'IPC



**RAPPORT DE L'ATELIER DE CAPITALISATION DES EXPERIENCES DES
ANALYSES DE L'IPC EN RDC**

11 au 12 septembre 2008

0. Introduction

Un an après le lancement du cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de sécurité alimentaire en RDC (septembre 2007), il a été jugé nécessaire d'évaluer le chemin parcouru dans la mise en œuvre de cet important outil d'analyse de la sécurité alimentaire.

Le processus de mise en œuvre de l'IPC en RDC vient de franchir un pas gigantesque avec la validation des analyses de la situation de sécurité alimentaire dans les territoires des 11 provinces de la RDC. Cette étape, qui abouti à la classification des territoires en différentes phases de sécurité alimentaire suivant le degré de l'insécurité alimentaire, a aussi accouché d'une carte présentant le niveau du problème et le degré de risque au regard des conditions en présence.

L'opportunité de l'évaluation de cette 1ère étape a ainsi conduit à l'organisation d'un atelier national de capitalisation des expériences sur ce premier cycle d'analyses sur la sécurité alimentaire. Cette activité a été organisée à Kinshasa du 11 au 12 septembre 2008 dans le beau cadre du Cercle Français de Kinshasa dans la commune de la Gombe.

Cette activité a réuni 25 participants représentants de 5 ONG (World Vision, ACF, Oxfam, GTZ et Caritas), 5 agences du système des Nations Unies (FAO, PAM, Unicef, OMS et HCR), la Faculté d'agronomie de l'université de Kinshasa, des ministères (Ministère des affaires humanitaires, Ministère de la Santé, Ministère du Plan et Ministère de l'agriculture) et des services gouvernementaux directement impliqués dans les problèmes de sécurité alimentaire (Service National des Statistiques Agricoles, Programme National de Nutrition et Institut National de la Statistique).

L'atelier de capitalisation des expériences des analyses de l'IPC en RDC s'est tenu du 11 au 12 septembre 2008 dans l'enceinte du Cercle culturel Français, et a connu la participation de membres issus de différents Ministères, des Organisations du Systèmes des Nations Unies ainsi que des ONG Internationales et Nationales.

1. Objet de l'atelier

Evaluer le premier cycle des analyses IPC en RDC en vue d'améliorer la conduite du deuxième cycle, précisément :

- Evaluer la gestion du processus ainsi que la conduite des ateliers, dégager les points fort et les points faibles
- Evaluer la qualité des données utilisées pour le remplissage des grilles d'analyses lors du premier cycle afin de production de la première cartographie IPC en RDC
- Définir les besoins en formation au niveau national et au niveau provincial
- Formuler des recommandations spécifiques et générales pour l'amélioration d'implémentation de l'IPC en RDC.

2. EVALUATIONS DU PROCESSUS

A. GESTION DU PROCESSUS IPC

Le processus de classification des phases de la sécurité alimentaire en RDC est coordonné au niveau national par un Groupe de Travail Inter institutions (GTI-National), présidé par le Ministère de l'agriculture. Quinze organisations sont représentées dans le GTI-National, soient 6 services gouvernementaux dont une institution académique, 4 organisations de la société civile. 5 organisations internationales sont observatrices. Le GTI-National a le rôle de validation technique des analyses fournies par les provinces et la production de la cartographie nationale de la situation de la Sécurité alimentaire de la RDC. Ce groupe est relayé dans chaque province par un groupe de travail provincial (GTI- provincial), ayant pour La composition des GTI-provinciaux est variable mais l'architecture gouvernement/Société Civile/observation International est une constante

Point fort

- Mise en place des GTI-IPC tant au niveau national qu'au niveau provincial
- Une forte sensibilisation des décideurs au sein de la communauté humanitaire (HAG) ainsi que des autorités politiques au niveau provincial

- Une forte implication des autorités politico administratives (ministres et vice-ministres, présidents des Assemblées provinciales (cas de l'Equateur, secrétaires généraux...) ainsi que des services technique du gouvernement tant au niveau national qu'au niveau provincial
- Une forte implication de la communauté humanitaire (ONG et agences UN)
- De formations sur l'utilisation de l'outil IPC dans toute les provinces du pays
- Le respect du chronogramme établi par le GTI-IPC pour la production de la première cartographie nationale de la situation de la sécurité
- Une première cartographie de la situation de la sécurité alimentaire, consensuelle et intégrée a été produite et validé tant au niveau provinciale qu'au niveau national
- Adoption de l'outil IPC comme outil d'analyse de la situation de la sécurité alimentaire tant au niveau national qu'au niveau provincial

Point faible

- Faible de sensibilisation des autorités politiques au niveau national
- Aucune enquête base line des zones de moyen d'existence n'a été organisée
- Faible autonomie de décision sur la gestion financière du GTI-IPC
- Faible participation financière des autres (ex : Gouvernement, UNICEF, PAM, OXFAM).
- Faible restitutions sur les activités IPC dans les institutions membres du GTI-IPC
- Faible implication des institutions Universitaires.
- Faible financement du processus

Recommandations

- Organiser une enquête base line en utilisant l'approche Economie des ménages pour déterminer les Zones des moyens d'existence.
- Organiser une séance de présentation de l'outil IPC aux décideurs politiques national.
- Renforcer l'autonomie de décision du GTI-IPC tant National que provincial.
- Encourage la participation financière d'autre agences (ex : UNICEF, PAM, OXFAM).
- Encourager des séances de restitution dans les institutions membres du GTI-IPC.

- Encourager la participation des institutions Universitaires

B. GESTIONS DES ATELIERS

Durant la première phase de la mise en œuvre de l'IPC en RDC trois types d'atelier ont été organisés :

- 3 ateliers régionaux de formation qui a regroupé les représentant des 11 provinces du pays
- 13 ateliers techniques d'analyse en raison de 1 par province (2 au Katanga et 2 Province Orientale).
- Un atelier national de validation des analyses provinciales

Points forts

- Une forte implication des autorités politico administratives (ministres et vice-ministres, présidents des Assemblées provinciales (cas de l'Equateur, secrétaires généraux...).
- Une forte participation des services techniques du gouvernement, des agences UN et des ONG.
- La matière aborder lors des atelier ont été jugées très pertinentes et très intéressante par les participants
- Les facilitateurs ont été jugés facilitateurs jugés performants et comptent
- Un appui conséquent des experts du niveau national et international
- Le remplissage des grilles pour toutes les provinces, classification des territoires et production de la cartographie nationale et consensuelle
- Les discussions des qualités entre les participants et acteurs de la sécurité alimentaire

Points faibles

- Les durées des ateliers trop courts, tant au niveau provincial qu'au niveau national.
- Les grilles d'analyse 2 et 3 n'ont pas été remplies faute de temps
- Manque des données pour certains effets de référence clés pour plusieurs territoires ont conduits à l'utilisation des données parfois trop vieilles

- données incomplètes et/ou incohérentes selon le cas
- absences de certains partenaires clés et/ou de certaines personnes ressources lors de l'atelier

Recommandations

Pour les ateliers provinciaux :

- Préparer les grilles d'analyse avant les ateliers (point focal) ;
- Prévoir 4 jours pour les ateliers provinciaux (1 jour de formation, 2 jours d'analyse en groupe et une journée de restitution en séance plénière)
- Préparer au préalable les tableaux de population avec la population totale par zone concernée pour permettre leur utilisation (INS) ;

Pour l'atelier national :

- Prévoir 6 jours de travail dont 2 jours pour les travaux en groupe de vérification/harmonisation et 3 jours les restitutions en séance plénière et harmonisation pays (soit 4 provinces par jour). Une journée sera consacrée à l'installation des participants et les présentations sectorielles.

C. EVALUATION QUALITATIVE DE L'INFORMATION et SON UTILISATION (source d'information lors du cycle I et sa fiabilité)

Points Fort :

- Utilisations des données disponibles fournies par des institutions crédibles (Services techniques du gouvernement, ONG, agences UN)
- Triangulation des données et éliminations des données aberrantes.

Points Faibles :

- Manque des certaines données importantes ou certaines données non disponibles
- Données parfois récoltes sur des échelles et unités différentes de la méthodologie IPC ;

- Les informations/documentations souvent incomplètes
- Recours parfois, pour certains effets de référence, aux connaissances des analystes sans une confirmation d'une enquête
- Problème de représentativité des enquêtes et de niveau de désagrégation des informations : certaines données d'une zone de santé utilisé pour un territoire ou des données agrégées au niveau provincial utilisé pour un territoire.
- Quelques références datent de long temps
- La communication insuffisante d'où certains acteurs disposant des données importantes ne pouvaient pas les apporter pour aider à une meilleure classification.
- Non utilisation des informations de certaines enquêtes

Recommandation

- Mettre en place au niveau de chaque province et au niveau national des équipes pour répertorier les sources des données disponibles par indicateurs, dans les universités, agences des Nations Unies, ONG, différents acteurs et les services de l'état pour en faire un répertoire des informations disponibles :potentielles à utiliser
- Organiser des conférences pour permettre aux différents acteurs de connaître les types des données rechercher par le GTI-IPC;
- Organiser, au niveau de chaque province, des évaluations rapides (Rapid assessment) avant chaque session d'analyse IPC
- Renforcer des groupes thématiques IPC dans chaque province(Nutrition, Eau et assainissement, Sécurité alimentaire ect...) en utilisant les clusters thématiques existants

D. BESOINS EN FORMATION

Les 3 ateliers régionaux de formation ainsi que les 13 ateliers techniques d'analyse IPC en RDC ont permis de former plus de 250 personnes. Malgré ces formations on note cependant :

- Des Capacités d'analyse faibles au niveau provincial
- Des Connaissance de la méthodologie IPC faible tant au niveau national qu'au niveau provincial
- Des Compréhensions faibles des concepts généraux liés à la sécurité alimentaire tant au niveau provincial qu'au niveau national.

- Des Problèmes persistant d'interprétation pour certains effets de références de l'IPC
- Des compréhensions faibles du cadre d'analyse des moyens d'existence.

Pour remédier à cela il est proposé :

Des développer des Pôles de compétence provinciaux:

- Formation avancée, en méthodologie IPC, de 4/5 pers par province pour assurer le leadership technique lors des analyses provinciales et servir des points focaux pour le renforcement de la stratégie de circulation de l'information. Pour cela, 4 formations régionales regroupant chacune 20 pers en raison de 4 à 5 personnes par provinces sont prévue en décembre 2008
- Garder une formation légère en préambule des ateliers provinciaux d'analyse

Des Formations de base en:

- Concepts généraux de la sécurité alimentaire
- Cadre d'analyse des moyens d'existence
- Analyse des prix et marché agricoles
- protocole cartographique et GIS

Formation avancée en :

- Interprétation de chaque effet de référence spécifique
- Analyse du risque d'aggravation
- Utilisation des tableaux de population

4. Recommandations Générales

GTI-IPC National

- Intensifier la communication et la vulgarisation de l'outil : Autorité politiques, Bailleurs, les universités, les media, et masse populaire, Société civile ect.
- Améliorer la communication entre GTI-IPC National et provinciaux
- Systématiser l'appui aux GTI-IPC provinciaux pour leur organisation et consolidation

- Capitaliser les clusters en place pour la collecte et validation de l’outil IPC en RDC
- Systématiser les relations IPC et institutions universitaires en charge de formation pour incorporation de l’IPC dans les enseignements universitaires.
- Développé des projets conjoints pour la mobilisation des ressources financières pour la continuation de mise en place de l’IPC en RDC

Au niveau de la Coordination Provinciale

- Définir des indicateurs maîtrisables et leur pondération ;
- Faire un état de lieux par structure en vue de collecter les informations disponibles et les intégrer dans les grilles d’analyses IPC.

10 Questions a tenir compte pour le cycle 2

1. les délégués/représentants/répondants des services/agences présents aux ateliers sont-ils les vrais personnes ressources ?
2. Quelle stratégie mettre en place pour arriver à obtenir les informations nécessaires et à temps
3. Que faire pour emballer tous les partenaires dans le soutien à l’IPC en RDC ?
4. Les partenaires du domaine de sécurité alimentaire trouvent-ils leur compte dans l’IPC ?
5. Que est le rôle des uns et des autres dans les GTI ?
6. Quelles stratégies pour motiver les membres des GTI-IPC à assurer un approvisionnement régulier en informations ?
7. Quelles stratégies adopter pour obtenir une information de qualité et a Temps?
8. Quelles stratégies adopter pour inciter les décideurs à utiliser les résultats des analyses IPC dans le processus de prise des décisions stratégique?
9. Et la mobilisation des ressources ?
10. Quelles stratégies adopter pour pérenniser l’IPC en RDC ?

Liste des participants

Représentants des ONG/Agences UN

N°	Nom	ONG	Mail	Tel
1	André MATHUNABO	CARITAS	matunaboandre@yahoo.fr	0 810863593
2	Come SAFARI	UNHCR	safarco@unhcr.org	0817150404
3	KAMI NA NTENDA	OXFAM GB	kaminamusanga@yahoo.fr	0811644066
4	PEMBE LERO	PAM	pembelero@wfp.org	0998630959
5	Dr Valentin MUKINDA	OMS	mukindav@cd.afro.who.int	0817152519
6	Dr Brice AHOUNOU	OMS	ahounoub@cd.afro.who.int	0817006416
7	Béatrice LUMWANGA	ACF	bealumwanga@hoo.fr	0998298094
8	Pierre Diézane KADET	ACF	Coordo.sec.alim.kin@acfusa-rdc.org	0999305433
9	Cécile DIAKA	Word Vision	Cecile_diaka@wv.org	0998483057
10	Dr NONO KATOMPA	GTZ/S	katnono@yahoo.fr	0998506497
11	Dr Théophile BANSIMBA	UNICEF	tbansimba@unicef.org	081715149

1. Délégués de la FAO

N°	Nom	Localisation	Mail	Tel
1	Michel DISONAMA	KINSHASA	michel.disonama@fao.org	0991558445
2	Xavier FARAY	KINSHASA	xafarhay@yahoo.fr	0998087535
3	Francesco Del Re	NAIROBI	francescodelre@fao.org	+243723361
4	Marc PROST	NAIROBI	marc.Prost @fao.org	+254733800315

2. Délégués des ministères/services étatiques

N°	Nom	Service/ministère	Mail	Tel
1	KEMBOLA	Sec.Gen./Min.Agriculture		
2	Robert NGONDE	SNSA	Ngonde_robert@yahoo.fr	0815101894
3	Jean Pierre BANEA	PRONANUT	jpbanea@yahoo.fr	0998110509
4	Bobo MAVIANA APATAONE	PRONANUT	apataone@yahoo.fr	0815084491
5	Vincent LUHEMBWE VUMBA	INS	vumba120@yahoo.fr	0999971529
6	Victor MUYAYA	Sec. Gén. /Min. Aff. Humanitaires	victormuyaya@yahoo.fr	0810765103
7	Pr jean AUNGE	Fac. Agronomie/UNIKIN	jeanaunge@yahoo.fr	0999924154
8	Dieudonné VANGU	PRONANUT	dvangungoma@yahoo.fr	0818134107
9	Jean Claude MUKADI MUKUUNA	INS	jcmukadi@yahoo.fr	0812504524
10	Laurent ENGYAM	Ministère Santé/4è Direction	engyamlaurent yahoo.fr	0998183433